



Entrevue : Deux anciens premiers ministres du Manitoba



Membre du *United Farmers Party*, Douglas Lloyd Campbell a été élu pour la première fois en 1922 dans la circonscription de Lakeside. Il a ensuite fait partie du cabinet du gouvernement de coalition libéral-progressiste de Stuart Garson dans divers portefeuilles avant de lui succéder comme chef et premier ministre en 1948.

À la suite de sa défaite en 1958, M. Campbell est resté chef du *Liberal-Progressive Party* du Manitoba et chef de l'opposition à l'Assemblée législative du Manitoba jusqu'en 1961, date à laquelle M. Gil Molgat, aujourd'hui sénateur, a été élu chef du Parti libéral du Manitoba. L'ancien premier ministre a continué à représenter Lakeside comme député libéral de l'Assemblée législative jusqu'à son départ à la retraite en 1969. Il a exercé ses fonctions de façon continue pendant 47 années, soit une des périodes les plus longues de l'histoire du Commonwealth britannique.

Howard Pawley a été élu pour la première fois à l'Assemblée législative du Manitoba au moment de la victoire écrasante du NPD en 1969. Il a joué divers rôles au sein du cabinet d'Ed Schreyer, comme celui de procureur général pendant quatre années et de ministre responsable de la Société d'assurance publique du Manitoba, nouvellement créée.

À la suite de la nomination de M. Schreyer au poste de gouverneur-général, M. Pawley a été élu chef du NPD en janvier 1979 et a été chef de l'opposition jusqu'à ce que son parti mette en minorité l'administration conservatrice de Sterling Lyon le 13 novembre 1981. Battu le 8 mars 1988, M. Pawley a démissionné comme

chef du NPD dès le lendemain. L'entrevue est menée par Christopher Guly.

Comment, à votre avis, la province a-t-elle changé depuis que vous en étiez le premier ministre ?

CAMPBELL : Le taux d'inflation et la récession actuelle ont contribué aux rapides changements économiques. Je pense aussi que les Manitobains tiennent à participer à tout débat constitutionnel. Dans leur immense majorité, les Manitobains savaient fort bien que l'Accord du lac Meech était imparfait et ils ont été, je pense, heureux de le voir tourner court.

PAWLEY : Sur le plan de l'environnement, en général. Je pense également qu'il est beaucoup plus difficile de gérer l'économie. À mon avis aussi, les Manitobains ont été déçus de la façon dont le gouvernement fédéral a mené les négociations du lac Meech. Ils ont perdu toutes leurs illusions à cet égard.

Quelles sont les questions que vous aimeriez voir débattre sur la scène politique d'aujourd'hui au Manitoba ?

CAMPBELL : J'aimerais que l'on modifie la façon dont nous débattons des questions constitutionnelles. Le débat sur le lac Meech, de triste renommée, a été mené de façon peu perspicace et a semé la discorde, tant et si bien qu'il a fait mauvaise impression sur l'ensemble des Canadiens. Je crains que les Québécois ne pensent que les provinces opposées à l'Accord du lac Meech soient en fait contre eux. Ce n'est pas du tout le cas.

Il faut par ailleurs absolument régler la situation financière, tant au plan fédéral que provincial. Au Manitoba, (l'ancien) gouvernement

minoritaire de Gary Filmon a fait quelques compressions des dépenses. Mais nous devons vivre selon nos moyens, ce qui est parfaitement possible si les politiciens ont le courage de le faire.

PAWLEY : L'environnement et les questions autochtones doivent être les principaux sujets de préoccupation. Mon gouvernement avait soumis à Ottawa une entente sur les revendications foncières des autochtones ; elle a été bloquée lorsque les Libéraux ont perdu le pouvoir en 1984. Grâce à l'évolution des télécommunications, nous devons envisager des solutions de rechange. Notre province qui a également la chance d'avoir des ressources énergétiques devrait continuer à mettre l'accent sur la production hydro-électrique.

Selon vous, quel a été l'apport le plus important de votre administration ?

CAMPBELL : Certains diraient le fait que nous soyons partis ! Mais je pense que la plupart des gens reconnaissent que le Manitoba a affiché un excédent chacune des années où nous étions au pouvoir. Nous avons remboursé la dette du Manitoba. Nous avons réorganisé l'industrie de l'électricité et regroupé les sociétés afin que la province n'ait jamais de panes partielles, comme en Ontario et dans d'autres provinces.

À mon avis, le fait que nous soyons parvenus à une représentation plus équitable de la population est l'une des plus belles réussites de mon gouvernement. Nous avons créé une commission chargée d'effectuer un redécoupage électoral pour assurer une représentation équitable. Il n'était pas logique qu'une circonscription se

compose de 8 000 habitants et une autre de 25 000.

PAWLEY : Je pense que notre plus grande réussite se situe au niveau de l'économie ; en 1981, elle se trouvait en bas de l'échelle et nous l'avons hissée au premier ou deuxième rang du pays. Nous avons corrigé le taux de chômage, provoqué la croissance des investissements, assuré la parité salariale, adopté de nouvelles lois dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail et diminué les possibilités d'échappatoires fiscales. Nous avons également consolidé les lois actuelles sur les droits de la personne.

Quelle a été votre plus grave erreur ?

CAMPBELL : Je n'avais aucun sens des relations publiques, aucun flair pour la publicité et je ne me préoccupais pas de ma popularité. Je n'arrivais pas à faire comprendre aux Manitobains que nous faisons du bon travail. Les gouvernements qui ont suivi le nôtre ont depuis montré que tel était le cas. Je m'appuyais habituellement sur deux ministres du cabinet, Ron Turner et Bud Jobin (ancien lieutenant-gouverneur) pour corriger toute erreur de ma part.

PAWLEY : Je pense que nous étions peu ouverts et naïfs, notamment à l'occasion du conflit sur la langue française en 1983 et 1984. Il aurait mieux valu, je crois, aller jusqu'à la Cour suprême du Canada au lieu de présenter une loi.

Nous avons également fait une erreur de calcul à propos de la situation politique en 1986, alors que les chiffres nous laissaient si peu de marge. À l'Assemblée, nous avons trente sièges, les Conservateurs 26 et les Libéraux un seul. Nous ne disposons pas vraiment d'une majorité, compte tenu du nombre de nos députés et du mécontentement constant de l'un de nos membres, Jim Walding. Cela s'est fait à nos risques et périls et nous a coûté très cher. Nous avons également augmenté le

taux d'assurance de 23 p. 100. Nous avons perdu un peu le contact et ne nous donnions pas la peine de communiquer. Ce manque de réceptivité peut s'expliquer par le grand nombre de pressions dont nous faisons l'objet.

D'après vous, quel souvenir les Manitobains ont-ils de vous et quel souvenir aimeriez-vous qu'ils conservent ?

CAMPBELL : Je n'étais pas très aimé des médias, mais je pense que les gens se souviendront de moi comme de quelqu'un d'honnête et de sincère et, peut-être, de pas très brillant. Si je l'avais été davantage, j'aurais probablement compris qu'il faut bien s'entendre avec les médias pour qu'ils dorent votre image.

PAWLEY : Je pense qu'il est encore trop tôt. Mais j'aimerais croire que mon gouvernement s'est fait remarquer pour ses réformes et qu'il a bien dirigé l'économie. Nous avons défendu le Manitoba au moment où nous avons perdu le contrat des CF-18 au profit du Québec, ainsi qu'au sujet du libre-échange. J'espère que les Manitobains garderont le souvenir d'un gouvernement ouvert et soucieux de leur bien-être.

Quels sont les avantages et les inconvénients d'être le premier ministre d'une province ? Occuperiez-vous encore de telles fonctions ?

CAMPBELL : À mon avis, servir le public est l'une des vocations les plus louables de tout citoyen. Elle représente beaucoup de travail. Je suis désolé de voir que les politiciens, au gouvernement fédéral notamment, aient récemment obtenu de si mauvais résultats. Jamais jusqu'ici le public ne les a tenus en si basse estime.

La vie publique l'emporte sur les intérêts d'affaires et la vie de famille. Heureusement pour moi, ma regrettée épouse Gladys m'a beaucoup aidé.

PAWLEY : Participer au changement rapide était certainement l'un des avantages de mes fonctions de premier ministre. Par contre, le fait de représenter une petite province était un inconvénient. Je me suis aperçu que le gouvernement fédéral a tendance à beaucoup plus s'occuper de l'Ontario et du Québec. Les années 1980 ont été beaucoup plus complexes et ont connu bien plus de changements que les années 1960 et 1970.

Oui, je serais prêt à recommencer tout en tirant les leçons de mes réussites et de mes échecs et en misant sur l'acquis. Mais je ne pense pas que cela se produise. Il est agréable de ne plus vivre comme dans un bocal en verre, surtout après 20 ans.

Que faites-vous depuis que vous avez laissé vos fonctions politiques ?

CAMPBELL : Je suis retourné à la ferme, mais je ne fais pas d'agriculture étant donné que je n'en ai pas suivi l'évolution. Ma vue s'est affaiblie, si bien que je passe mon temps à écouter des disques tout en attendant que l'on m'amène à la ferme où j'aime passer une semaine environ à la fois. Là, je m'occupe de la pelouse, je fais quelques réparations et les voisins viennent habituellement me rendre visite. J'aime me trouver là, c'est chez moi.

PAWLEY : Je me suis présenté aux élections fédérales pour la circonscription de Selkirk, ma ville d'origine, mais j'ai perdu par 3 000 voix au profit du Conservateur Dave Bjornson. J'ai exercé la profession d'avocat pendant un an à la firme Baker, Zivot and Company de Winnipeg et j'ai donné des cours de politique canadienne à l'Université du Manitoba. Je suis actuellement professeur invité de sciences politiques à l'Université de Windsor et j'aime énormément ce travail. J'y suis pour une année. Après cela, qui sait ?*